

Corpus n° 3 : « L'individu comme résistance au système »- Individu et Etat

Entraînement à la synthèse- Tableau de confrontation

Thoreau	Boris Vian	Thomas Schauder	Marc Melki et Amélie Nothomb	Idées directrices
<i>Texte analytique de « résistance » au système</i>	<i>Chanson engagée et polémique</i>	<i>Article de presse à visée didactique</i>	<i>Photographie engagée pour la cause des sans-abri</i>	
Le pouvoir politique est souvent l'expression de la raison du plus fort	Un homme qui a reçu son ordre de mobilisation adresse à « monsieur le Président » une lettre ouverte (v. 1-2)	Malgré les risques encourus, les lanceurs d'alerte passent dans l'illégalité au nom d'une cause juste	Mise en cause du discours « officiel » qui tend à faire accepter la misère	Raison du plus fort
Un tel pouvoir dessaisit les citoyens de leur conscience politique	Refus de se soumettre à la loi au nom d'une légitimité morale, décision de désertion (v. 16)	Ainsi, Greenpeace se réclame d'une tradition de désobéissance civile, héritée de Thoreau		Mise en cause de la loi
La loi générale se fait au détriment des consciences individuelles	Justifications (« J'ai vu mourir... », v. 19-20)	Le concept de désobéissance civile fait de la résistance à la loi l'expression d'une conscience collective transcendante (Antigone, Mandela, Luther King)	La présence de l'écrivaine Amélie Nothomb légitime une telle action	Légitimité > légalité
La loi générale a donc des limites : la légitimité d'une action prime sur sa légalité	Incitation à la désertion (« Refusez d'obéir », v. 37)	Se pose la question de la légalité de la désobéissance civile. Exemple des lanceurs d'alerte : la résistance à la loi est légitimée par la recherche de l'intérêt général	Le slogan « Et si c'était vous ? » a pour but d'interpeller le lecteur	Éveiller les consciences
Thoreau	Boris Vian	Thomas Schauder	Marc Melki et Amélie Nothomb	Idées directrices
La plupart des hommes croyant bien servir l'État lui sont en réalité asservis (aliénation et mécanisation de l'humain)	Mise en question du système (v. 41-43)	Les pouvoirs publics acceptent difficilement une telle contestation de l'autorité : la criminalisation des lanceurs d'alerte témoigne d'un désengagement de l'État dans ses missions démocratiques	Accepter sans réagir au nom de la loi revient en fait à trahir la loi	Les limites du système
Bien servir l'État, c'est donc être capable de lui résister	Désobéissance civile qui va jusqu'au sacrifice final		Largement relayée par les réseaux sociaux, la campagne « Exils Intra- Muros » amène à repenser la citoyenneté	Repenser les rapports de pouvoir

De l'analyse au plan

**Problématique possible** : qu'est-ce qui justifie la résistance à la loi?

**I. La liberté de conscience et d'expression comme acte citoyen**

- A. Refus de la logique du pouvoir, résistance aux injustices du système (documents 1 à 4).
- B. Une façon pour l'individu de reprendre possession de ses prérogatives (documents 1, 2 et 4).

**II. Une nouvelle façon d'agir sur la vie publique (un acte juste est un acte légitime)**

- A. Un combat pour le bien de tous : alerter et sensibiliser l'opinion (documents 1 à 4).
- B. Engagement et responsabilité de l'intellectuel ou de l'artiste, porte-parole de son temps (documents 1, 2 et 4).

**III. Les questions soulevées par la résistance à la loi**

- A. La légitimité d'une action face à sa légalité (documents 1 à 4).
- B. La critique du pouvoir (documents 1 à 4) comporte des limites, à la fois morales et légales (document 3). Pour être productive, elle doit échapper aux effets de mode ou à l'émotionnel (documents 3 et 4) et être légitimée par un fondement démocratique (documents 1 à 4).